



SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU HAUT VAL DE SEVRE ET SUD GATINE

**MAITRISE D'ŒUVRE
POUR L'AMÉLIORATION THERMIQUE
Du Gymnase de *La Crèche* 79 - Deux-Sèvres**

**Date limite de réception des offres
Le 10 Mars 2015 à 10h30**

0 - Règlement de consultation (R.C.)

PREAMBULE

Les articles qui suivent viennent en complément ou répètent des prestations figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence et le programme des travaux.

Article premier : Objet de la consultation

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre concernant « L'amélioration thermique du Gymnase de la crèche », Rue de Barrilleau 79260 LA CRECHE.

Article 2 : Nomenclature

La ou les familles de la nomenclature française, concernées par cette consultation, sont :

Nomenclature
71.01 - Maitrise d'œuvre pour construction

Article 3 : Conditions de la consultation

Article 3.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics.

Article 3.2 - Forme du marché

Marché forfaitaire provisoire (car proportionnel au montant HT des travaux, voir Article 8-2 du CCAP)

Article 3.3 - Modifications de détail au dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** (quatre vingt dix jours) à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3.5 - Mode de règlement du marché

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront mandatées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 4 : Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Article 4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

A) Les justifications à produire prévues à l'article 44 et 45 du code des marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :

- la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1 ;
- la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2 ;
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures auxquelles se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices
- liste des principales prestations réalisées au cours des 3 dernières années.
- déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire dispose pour l'exécution des services.
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Si le candidat est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente), copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée) ;

Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :

- qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- o Une attestation sur l'honneur du candidat indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux anciens articles L8221-1, L8221-2, L8251-1, L5221-8, L5221-11, L8231-1 et L82414-1 et suivants du Code du Travail.
- o Une attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, L3243-2, L3243-4, L8251-1, L8251-8, L8251-11, L8254-1, L8254-2, L8254-3, L8254-4, L1221-10, L1221-13 et L1221-15 (DC6).

B) Références et/ou qualifications

- Secteurs dans lesquels le candidat exerce son activité et au moins **un certificat de capacité de moins de deux ans** pour des opérations similaires,
- Structure en nombre et en qualification du personnel propre à la société,
- Toutes autres informations que le candidat jugera utile de fournir,

C) Un projet de marché comprenant les pièces suivantes à dater, tamponner et signer sur la dernière page :

- Un acte d'engagement (A.E.) et son annexe (si besoin) contenant la proposition de forfait de rémunération;
- Le règlement de consultation (R.C) accepté sans modification ;
- Le Cahier des clauses administratives Particulières (C.C.A.P) accepté sans modification ;
- Le programme des travaux ci-joint à accepter sans modification;

Article 5 : Jugement des offres

1) Examen des candidatures et jugement des offres

Cet examen sera effectué dans les conditions prévues à l'article 52 du Code des marchés publics.

Les offres techniques et financières seront analysées en fonction des critères énoncés ci après, et dans les conditions prévues aux articles 53 et 55 du Code des marchés publics.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront, par ordre d'importance relative décroissante, les suivants :

Prix des prestations (coefficient 4)

Les offres seront classées de l'offre la plus basse à l'offre la plus chère, en procédant au total des prix pour chaque mission, basés sur l'estimatif travaux de **150 000 € HT**.

Valeur technique de l'offre (coefficient 3)

Ce critère prend en compte la conformité et le respect des besoins exprimés dans le programme de travaux au sens strict.

Délai d'exécution (coefficient 3)

Ce critère prend la proposition de délai indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement.

- Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats de l'article 46 du Code des marchés publics.

- Le délai imparti par la personne responsable du marché à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**MAITRISE D'ŒUVRE
POUR L'AMELIORATION THERMIQUE
DU GYMNASSE DE LA CRECHE
79 - Deux-Sèvres**

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Adresse Postale :

S.M.C.

Madame le Président du S.M.C.

BP 23

79403 SAINT MAIXENT L'ECOLE CEDEX

Contre récépissé :

Au siège du S.M.C.

RD 737 - ZI du verdeil

79800 SAINT EANNE

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Article 7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignements Techniques et Administratifs :

Service techniques du S.M.C.

Tél : 05.49.05.37.10

Fax : 05.49.05.00.09

e-mail : mtribot@smc79.fr ou nmorichon@smc79.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retirées le dossier 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 7.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires sont envoyés dans les 4 jours qui suivent la réception de la demande.

Article 7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Le candidat pourra se rendre sur place après avoir pris rendez vous avec les services du SMC afin de visualiser les travaux à réaliser. Il ne sera exigé aucun certificat de visite pour la remise des offres.

**Le candidat a pris connaissance du Règlement Particulier le
(Cachet et signature)**